

Nous ouvrons ce CTSD alors que notre pays traverse une crise sociale et politique majeure qui interroge jusqu'au fonctionnement même de notre démocratie. Cette crise trouve son origine dans les politiques libérales aujourd'hui en œuvre qui prennent le pas sur le bien-être de nos concitoyens. Pour la FSU, face aux inégalités grandissantes et au sentiment d'abandon d'une grande partie de la population, le gouvernement doit apporter immédiatement des réponses qui améliorent les conditions de vie de toutes et tous.

Pour l'heure, dans son intervention, le Président a répondu par quelques mesures en termes de pouvoir d'achat qui ne concerne qu'une petite partie de la population. En effet, il n'a rien dit pour les bas salaires en général, pour les minima sociaux, pour les chômeurs et pour les jeunes. Il est resté également silencieux pour les plus de 5 millions d'agents de la fonction publique. La FSU rappelle que les questions de pouvoir d'achat sont bien présentes au sein de la Fonction publique qui compte de très nombreux précaires et d'agents mal payés dont certains ont même vu leur rémunération baisser du fait l'augmentation de la CSG. C'est pourquoi, elle demande à nouveau l'ouverture de nouvelles discussions, avec toutes les organisations. Le Président n'a rien dit non plus du financement des mesures annoncées, sinon qu'elles ne coûteraient rien aux employeurs et que l'impôt sur la fortune ne serait pas rétabli, ce qui revient à les faire supporter par le budget de l'État et donc par les contribuables.

La FSU est très inquiète pour l'avenir de la Fonction publique et de ses agents en entendant le Président confirmer une réforme de l'État et de la fonction publique dans l'objectif d'une meilleure maîtrise de la dépense publique. Point d'indice reste qui gelé, réduction du nombre d'agents publics, remise en cause du code des pensions semblent toujours à l'ordre du jour. Comme si les politiques menées depuis plus de quinze ans devaient se poursuivre alors qu'elles nous ont conduits à la crise actuelle.

La FSU demande au gouvernement de revenir sur le projet de réforme de la Fonction publique tel qu'il est prévu à ce stade. Ce projet, dans le cadre de la baisse de la dépense publique, que le président entend maintenir, est incompatible avec un projet de société solidaire et juste. Il conduira à réduire l'accès à des services publics de qualité et de proximité pour toutes et tous, à dégrader les conditions d'emploi et de travail des agents.

Si l'Éducation a bien été citée dans l'allocution du Président. Cela semble avoir s'être limité à un vœu pieu puisque le budget 2019 reprend les suppressions de postes dans le second degré, que les dédoublements des CP et CE1 en REP sont insuffisamment financés, que les errements de Parcoursup qui organisent une sélection à l'entrée à l'université sont éludés et que les réformes du lycée, du baccalauréat et de la voie professionnelle montrent chaque jour un peu plus leur caractère nocif au point de réunir enseignants, parents d'élèves et lycéens dans une mobilisation qui monte.

Le reproche général de ne pas écouter les corps intermédiaires, et de ne pas se préoccuper des remontées de terrain est ici manifeste. Pourtant les corps intermédiaires ont clairement marqué leur opposition à ces réformes.

La FSU, première fédération de l'éducation nationale, porte le désaccord des personnels et partage les inquiétudes des jeunes face à l'avenir. Elle dénonce le poids des inégalités sociales sur les parcours de formation, la dégradation des conditions de scolarisation.

Porteuse de la réussite de tous les jeunes, et particulièrement des plus fragiles et des plus défavorisés, de l'élévation du niveau de qualification, la FSU estime nécessaire que le Ministre entende les demandes des personnels et des lycéens qui aspirent à une réelle démocratisation du système éducatif l'ouverture de discussions avec les organisations de jeunesse et les organisations syndicales pour remettre à plat les réformes en cours et améliorer les conditions de scolarisation des élèves.